

# COMMENT J'AI ATTRAPÉ LA SHARKA, UN VIRUS POLITIQUE

Par Jacques Ady

***Connaissez-vous la sharka ? Ce virus parasite touche les pêchers, les abricotiers et les pruniers, en grande partie dans la vallée du Rhône. Comment les autorités gèrent-elles cette situation ? Quels sont les effets pour les arboriculteurs ? Quelles conclusions politiques peut-on en tirer sur l'agriculture agro-industrielle et l'agriculture paysanne ? Jacques Ady nous livre son témoignage.***

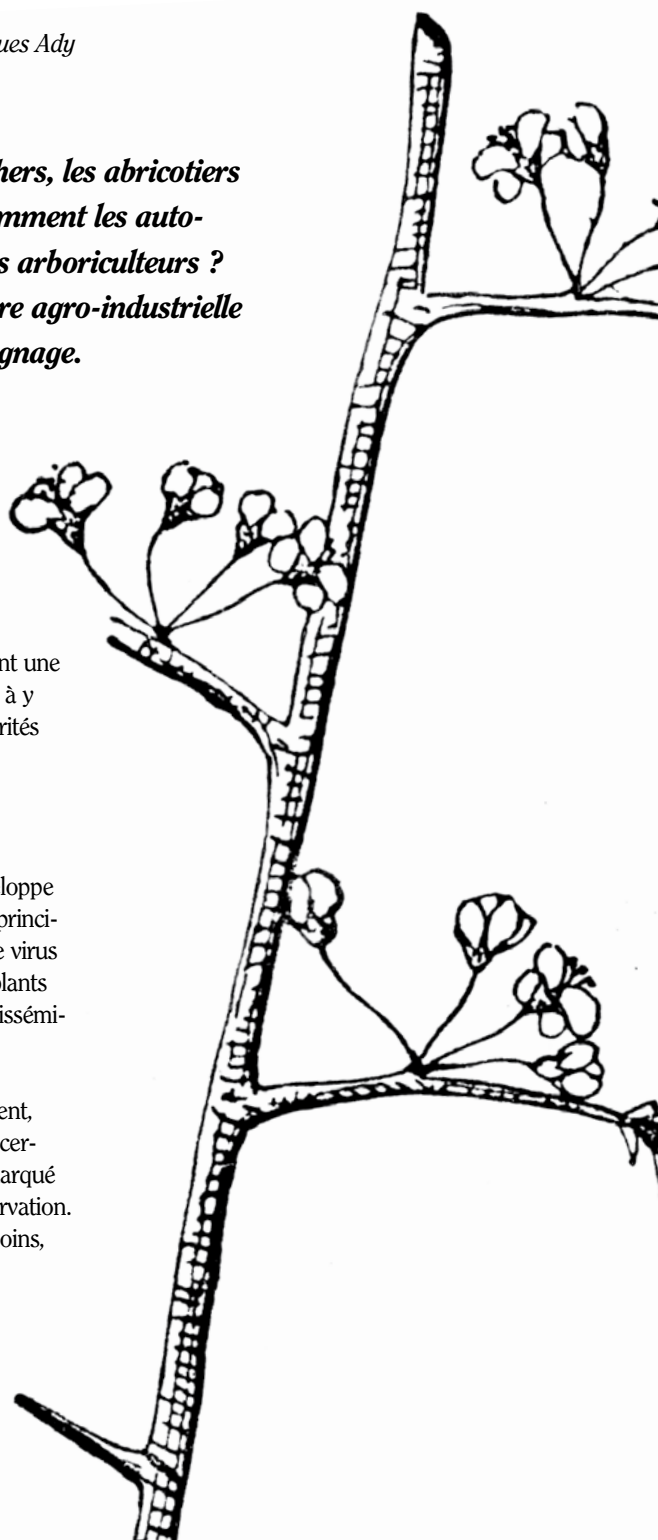
***Je suis arboriculteur*** dans le nord de la Drôme. Je cultive du mieux que je peux toutes sortes d'arbres fruitiers en agriculture biologique, des pommiers, des poiriers, des abricotiers, des pêchers... Je commercialise la plupart de mes fruits en vente directe, sur des marchés de producteurs.

En ce moment je suis très inquiet et révolté. Je fais face à un problème concernant une bonne partie de mes arbres. Ce problème, c'est un virus parasite, la sharka. Mais à y regarder de plus près, le véritable problème me semble la manière dont nos autorités gèrent la lutte contre ce virus.

## **LE VIRUS SHARKA**

Dans plusieurs régions d'Europe et du monde, la sharka est un virus qui se développe peu à peu, depuis plus de vingt ans, sur les arbres du genre prunus, c'est-à-dire principalement à ce jour sur les pêchers, les abricotiers et les pruniers. Il semble que le virus se transmette d'un arbre à l'autre par des pucerons. La vente et le transport de plants porteurs du virus, via les pépiniéristes, seraient aussi des modes importants de dissémination.

La sharka, comme une multitude d'autres virus présents dans notre environnement, n'est pas dangereux pour l'humain et les végétaux. Mais il dénature les fruits de certaines variétés d'abricotiers, de pêchers et de pruniers. Le fruit dit «sharké» est marqué de motifs colorés, et peut perdre certaines de ses qualités gustatives ou de conservation. Il existe des variétés très sensibles à l'infection par ce virus, d'autres beaucoup moins, certaines pas du tout.



## LA LUTTE CONTRE LA SHARKA

Sachant qu'il n'existe aucun remède connu contre ce virus, qu'il se transmet inexorablement de proche en proche et que certaines variétés, comme l'abricot Bergeron, jugées très importantes pour l'industrie agro-alimentaire, supportent mal la sharka, le ministère de l'agriculture a décidé que tous les arbres contaminés devaient être arrachés, quel que soit leur degré de sensibilité variétale. Lorsqu'un taux de contamination est atteint pour une variété donnée, soit généralement entre 5 et 10% des arbres d'une parcelle, toute la parcelle doit être détruite et les arbres brûlés.

Pour appliquer cette procédure, le ministère de l'agriculture a mandaté deux institutions chargées de lutter contre les "organismes nuisibles", la FREDON<sup>1</sup> et la FDGDON<sup>2</sup>. Ces dernières sont chargées de contrôler les arbres des parcelles plantées dans les régions «contaminées», plusieurs fois par an, aux frais des agriculteurs concernés et du contribuable. Depuis quelques années, ces organismes ont recruté des centaines de contrôleurs qui collectent et centralisent dans des bases de données informatiques les types de végétaux présents sur un territoire donné, ainsi que les noms et adresses des propriétaires et locataires des parcelles. En principe, le moindre pot de fleur sur votre terrasse peut être répertorié.



En cas d'obligation de destruction d'une plantation, si l'agriculteur refuse d'obtempérer, c'est la force publique qui est chargée de faire exécuter l'arrachage, aux frais du récalcitrant. Si l'on est adhérent à la FDGDON, on peut bénéficier en cas d'arrachage d'une indemnisation, mais celle-ci est dérisoire par rapport au dommage occasionné. S'il n'est pas adhérent à la FDGDON, le paysan ne reçoit pas d'indemnisation et doit payer les contrôles obligatoires deux fois plus cher. Technique grossière mais classique de l'administration pour forcer l'acceptation de ses décisions.

Sans me prévenir, des contrôleurs de la FDGDON sont venus scruter mes parcelles. Ils ont identifié une contamination à la sharka sur mes pêchers. Les arbres ont été marqués à la bombe de peinture. Puis des courriers m'ont sommé de couper ces arbres dans un délai très précis, sous peine d'arrachage forcé à mes frais, tout cela sans aucun recours possible. Des arbres en pleine production. Dix ans de travail détruits en quelques heures.

## UNE METHODE INUTILE

L'État français aurait pu décider, comme d'autres pays européens, « la non-intervention », c'est-à-dire l'abandon progressif des cultures des variétés trop sensibles à la sharka, en aidant les agriculteurs et les agricultrices à replanter d'autres variétés plus résistantes. Cette option n'a pas été retenue en France. Elle présente le désavantage d'abandonner certaines variétés prunus mono-cultivées, extrêmement sensibles à la sharka, mais alimentant de grandes filières agro-industrielles.



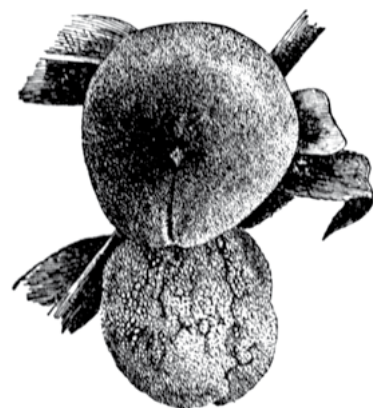
L'État aurait aussi pu décider de créer des «vides sanitaires», c'est-à-dire éradiquer la totalité des arbres du genre prunus sur

tous les territoires où le virus est présent. Ce choix n'a pas été retenu. Pour créer un vide sanitaire, il faudrait déraciner toutes les plantations et dévitaliser au pesticide Round-up tous les arbres sauvages du genre prunus, dans toutes les haies, les forêts, les friches, les jardins de particuliers. Une méthode non seulement coûteuse, mais dont l'efficacité reste aléatoire, étant donné l'ampleur de la tâche et l'état des connaissances sur la sharka.

Les "experts" scientifiques du ministère de l'agriculture ont donc proposé, à la demande des grosses filières de production agro-industrielles, de prendre une mesure intermédiaire entre la non-intervention et le vide sanitaire : contrôler de manière intensive les territoires contaminés par la sharka, et faire arracher tous les arbres au fur et à mesure de l'apparition des contaminations. Le but ? Ralentir la progression du virus. Une méthode efficace ? Il est permis d'en douter. Les seuls chiffres et statistiques dont nous disposons pour vérifier l'efficacité de cette méthode sont ceux recueillis par les organismes contrôleurs, qui ont tout intérêt à interpréter leurs données dans un sens qui leur est favorable. Et ils ne s'en privent pas.

## UNE INCOHERENCE SCIENTIFIQUE

La méthode choisie par l'État est de toute façon incohérente du point de vue scientifique. Les contrôles effectués ne concernent pas les prunus présents dans les jardins des particuliers, ni tous les prunus sauvages dans les haies, les friches ou les bois. Si dans certaines zones des haies de pruneliers sauvages ont été dévitalisées au Round-up (et la faune sauvage avec), en règle générale seuls les arboriculteurs sont contrôlés. Le contrôle des jardins particuliers représente un casse-tête infini, de nombreux habitants n'acceptant pas d'ouvrir la porte de leur jardin à des contrôleurs du FDGDON. Au final, le contrôle du territoire est loin d'être exhaustif<sup>3</sup>.



Par ailleurs, certaines variétés de prunus cultivées sont tolérantes au virus. Cela signifie que les arbres portent le virus, mais ils n'expriment aucun symptôme visible. Or, pour des raisons évidentes de budget, le contrôle des parcelles est uniquement visuel : les contrôleurs observent principalement les fruits et le feuillage. Les arbres contaminés mais tolérants la sharka ne sont donc pas détectés. Ils peuvent donc continuer indéfiniment de porter et de diffuser le virus.

Dans ces conditions, comment est-il possible que des experts scientifiques cautionnent une telle aberration ?

## LE MIRACLE OGM ?

Une nouvelle "solution" est en cours d'élaboration dans des laboratoires biotechnologiques. Des centres de recherche agronomique viennent de mettre au point des prunus transgéniques résistant au virus de la sharka. Là encore, sans même parler de la privatisation et de la confiscation du vivant que représentent ces biotechnologies, il s'agit d'une duperie scientifique. Les premières années, le prunus

<sup>1</sup> La Fédération REgionale de Défense contre les Organismes Nuisibles (<http://www.fredonra.com>)

<sup>2</sup> Fédération départementale des groupements de défense contre les organismes nuisibles

<sup>3</sup> D'après un contrôleur interrogé, des informaticiens travaillent actuellement sur des systèmes de détection des types de végétaux par satellite.

“OGM résistant sharka” donnera certainement satisfaction. Mais quelques années plus tard, rien n’empêche que ces arbres transgéniques deviennent sensibles à une nouvelle source virale de la sharka. Les virus évoluant sans cesse, ils finissent par dépasser tôt ou tard les barrières imaginées par les biotechnologies et peuvent même devenir ainsi plus virulents. L’évolution de la pyrale face au maïs OGM bt aux États-Unis, pour prendre un exemple récent, nous montre qu’il faut apprendre à vivre avec certains parasites peu virulents, et qu’à vouloir les éradiquer de manière absolue on les pousse simplement à muter et à devenir encore plus résistants.

### LA SOLUTION PAYSANNE

Pour les arboriculteurs en agriculture conventionnelle, ceux dont les productions fruitières sont destinées à l’agro-industrie, la sharka est une malédiction. Les fruits “sharkés” sont refusés par les grossistes, les usines de transformation et les grands magasins. L’agriculteur ne voit aucune autre solution possible que celle d’arracher ses plantations et de planter les arbres recommandés par la filière à laquelle il appartient, même si ces arbres sont transgéniques.

Pour les arboriculteurs en vente directe, la sharka n’est pas un problème majeur. Le fait de cultiver de nombreuses variétés différentes permet d’augmenter les chances d’avoir chaque année suffisamment de fruits de qualité à vendre sur les marchés locaux. Par ailleurs, même les fruits marqués par la sharka trouvent une place honorable dans les paniers de consommateurs avertis.

Ainsi, la force de l’agriculture paysanne n’est pas seulement sa grande souplesse agronomique et économique, mais également sa capacité de lutte contre les désagréments de diverses maladies comme la sharka. L’échange des semences et des variétés, la sélection des plants en fonction des territoires et des conditions naturelles, la multiplication de la biodiversité et l’immense réservoir génétique ainsi constitué augmentent les probabilités d’obtenir, peu à peu et dans chaque ferme, des variétés tolérantes ou résistantes au virus. Cette méthode simple et millénaire repose sur un libre-échange du vivant, considéré comme un bien public, gratuit, à partager entre paysannes et paysans.

Soyons clairs : à ce jour, ce n’est pas la direction prise par notre société. Si nous voulons conserver cette liberté du vivant, les paysans et la population doivent s’organiser pour résister aux technologies et aux firmes capitalistes qui tentent de s’approprier toute légitimité à multiplier et à sélectionner le vivant. Celles-ci œuvrent chaque jour à créer un fossé infranchissable entre les paysans renvoyés au simple rôle d’exécutants, et les laboratoires biotechnologiques qui se légitiment en s’abritant derrière la complexité des connaissances scientifiques.

### LA SHARKA, UN VIRUS POLITIQUE

Au final, la solution anti-sharka choisie par le ministère de l’agriculture n’est ni scientifique, ni efficace, mais avant tout politique. La gestion de cette “crise” sanitaire renforce encore un peu plus l’agriculture industrielle et les firmes biotechnologiques. Les agriculteurs conventionnels, considérés comme des ouvriers ou des entrepreneurs au service de la filière agro-alimentaire, sont contraints de

choisir les biotechnologies brevetées et de produire des fruits standardisés par l’industrie. Ceux qui feront faillite à cause de la sharka verront peut-être leurs terres rachetées par les plus grosses fermes voisines ou par des multinationales. Pour les autres, le virus de la sharka sera toujours présent, mais il sera contraint, limité, encadré par la biotechnologie. La biodiversité va continuer de s’amenuiser dans nos champs, elle sera stockée dans des laboratoires comme une simple réserve vivante pour de futurs assemblages génétiques. Les vergers se ressembleront de plus en plus, avec des variétés mono-cultivées, brevetées, fragiles, régulièrement arrachées pour être remplacées par de nouveaux OGM, au gré des attaques virales, et ce pour le plus grand bénéfice des grandes firmes privées. Pris dans une spirale de dépendance infernale, les agriculteurs et les consommateurs remercieront alors chaque jour les firmes et les laboratoires de leur permettre d’exister et de se nourrir, leur science devenant pour nous une nouvelle religion insondable nous dictant les vérités à suivre.

La grande perdante de tous ces choix politiques, c’est l’agriculture paysanne. Les arboriculteurs “bio-locaux” sont et seront de plus en plus plongés dans la tourmente, contraints d’arracher leurs arbres sans que l’État tienne compte de leur avenir. Tout est fait pour décourager de planter des arbres par soi-même. Dans cette logique folle, même les petits arboriculteurs très diversifiés en variété, dont une bonne partie des prunus ne craignent pas le virus, finiront tôt ou tard par devoir arracher tous leurs arbres sensés abriter des maladies indésirables.

### L’AGRICULTURE PAYSANNE, UNE RESISTANCE POLITIQUE

Au-delà de mon cas personnel, au-delà de la tristesse et de l’injustice que j’ai ressentie lorsqu’on m’a obligé à arracher mes pêchers, j’ai surtout eu le sentiment qu’à travers cette décision, c’est l’esprit de résistance de l’agriculture paysanne que l’État veut détruire.

Dans mon département, les agriculteurs agro-industriels se révoltent peu. Dépendants totalement des usines de transformation, des grossistes et des supermarchés, ils attendent avec inquiétude les solutions proposées par le système capitaliste qui les nourrit. À l’inverse, les paysans en agriculture diversifiée et en vente directe, beaucoup plus souples dans leur manière de produire, sont révoltés. Une fois de plus, cette crise de la sharka révèle à quel point nos choix de vie, notamment professionnels, induisent des engagements politiques, consciemment ou inconsciemment. Notre mode d’existence influence nos manières de penser.

Si dans notre pays des résistances s’organisent pour défendre les semences paysannes que l’agroindustrie veut peu à peu interdire, c’est parce qu’il existe encore des paysans qui réutilisent chaque année leurs propres semences. Sans ces paysans-là, la lutte serait perdue d’avance. Le gouvernement vient justement de voter une loi en faveur de l’industrie semencière, une loi qui contraint les agriculteurs réutilisant “leurs” semences à payer une taxe. Si cette loi n’est pas appliquée, si des actes de désobéissance civile s’organisent, ils seront le fait d’âmes et de pratiques paysannes qui défendent tout simplement une autre manière de vivre.

Si des résistances s'organisent contre l'artificialisation des terres agricoles, c'est parce que des paysans comprennent par leur activité journalière qu'on ne peut pas continuer comme ça à détruire une terre qui peut nourrir les humains des milliers d'années durant. La lutte contre la construction de l'aéroport de Notre-Dame des Landes, ce projet insensé qui va détruire plus de 2000 hectares de terres agricoles, est en grande partie le fait des paysans qui vivent sur ces terrains, tout comme la lutte contre le camp militaire du Larzac était principalement le fait de paysans et de paysannes vivant sur le plateau.

Si depuis plusieurs années des résistances s'organisent contre les OGM et autres biotechnologies, par le fauchage volontaire notamment, c'est aussi parce que des paysans, par leurs pratiques agricoles, ont bien compris le danger de ces technologies. Contre la privatisation du vivant et les manipulations génétiques à l'aveuglette, nombre de paysans désirent pouvoir continuer à produire sans ces technologies. S'il n'y avait que des multinationales pour cultiver nos terres, notre nourriture serait aujourd'hui produite uniquement avec des OGM.

Si les résistances sont là, c'est donc bien que des paysans et des paysannes n'ont pas dit leur dernier mot.

## RENFORCONS L'AGRICULTURE PAYSANNE

Le monde agricole vit une guerre qui ne dit pas son nom. Une guerre entre une petite agriculture locale, diversifiée, en circuit court, respectueuse de l'environnement et de la biodiversité, et une agriculture agro-industrielle, inféodée aux firmes biotechnologiques. Si nous ne prenons pas parti, toutes et tous, si nous ne protégeons pas l'agriculture paysanne, nous courons le risque de diminuer notre potentiel de résistance face au gouvernement, aux laboratoires privés, à l'industrie agro-alimentaire. La disparition du mode de vie paysan est la condition première pour que l'industrie, encouragée par les règles du système capitaliste, puisse imposer au monde vivant son modèle de fonctionnement.

Si nous ne voulons pas voir l'agriculture paysanne disparaître, si nous voulons une alimentation saine, et des champs libres, nous pouvons agir de multiples façons. Nous pouvons consommer bio et local, bien sûr. Mais cela n'est pas suffisant. Nous devons également agir à d'autres niveaux. Nous pouvons soutenir des organisations syndicales et politiques, à commencer par la Confédération Paysanne, qui mène une action tenace et souvent exemplaire en faveur de l'agriculture paysanne. Nous pouvons rejoindre ou imaginer de nouvelles formes d'actions politiques, à l'image de la Chambre d'Agriculture indépendante du Pays Basque français<sup>4</sup>, qui depuis 2005 organise la résistance des consommateurs et des producteurs de la région en marge de la Chambre d'agriculture officielle, ou encore de multiples associations petites et grandes dont les actions consistent à acquérir du foncier agricole de manière collective pour la création de fermes bio-locales.

Nous pouvons également aider directement des paysans et des paysannes à s'installer près de chez nous, en leur louant des terres si nous en avons, en cherchant des terres disponibles auprès de notre

entourage, en les mettant en contact avec des paysans que nous connaissons, en les soutenant financièrement, en faisant pression auprès de nos mairies, de la SAFER ou de la chambre d'agriculture. Dans un contexte médiatique favorable à l'agriculture bio-locale, ne négligeons pas la force du bouche-à-oreille ou des démarches collectives ! Surtout au niveau local, où nous avons davantage de pouvoir et de prises sur la réalité.

Enfin et surtout, nous pouvons nous-mêmes reprendre ou créer des petites fermes de proximité<sup>5</sup>, car si nous ne devenons pas pleinement acteurs et actrices de ce monde pour induire les directions qui nous paraissent justes, alors nous renforçons, même de manière désabusée, le système dominant. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui l'image du "paysan" et de la "paysanne" fait partie des plus dévalorisées de la société moderne capitaliste. Devenir paysan aujourd'hui représente plus que jamais un positionnement politique et un acte de résistance face au modèle politique, économique et social dominant.



## EPILOGUE

Si vous plantez un noyau de pêche dans votre jardin, il y a de grandes chances qu'il pousse et qu'il vous donne des fruits. Ce pêcher sera un individu unique. Peut-être sera-t-il adapté aux conditions naturelles où vous l'avez planté et à vos besoins, peut-être ne le sera-t-il pas, personne ne peut le prédire. En tout cas, pour le moment, rien ni personne ne vous empêche d'essayer.

Si cette petite information sur les noyaux de pêche est nouvelle pour vous, si l'idée de planter par soi-même des arbres fruitiers vous semble incongrue, c'est que l'on vous a dépossédé d'un savoir vital, et ce n'est pas anodin, c'est le résultat d'un système économique et politique.

Si demain, ce qui est fort probable si on ne se réveille pas avant, nous n'avons plus le droit de planter des noyaux de pêche dans notre jardin, sous prétexte, par exemple, des prétendus risques sanitaires ou des droits de propriété génétique d'une firme biotechnologique, c'est que nous faisons partie d'une population qui n'use plus de ses libertés paysannes depuis bien longtemps, et donc que toute résistance politique sur cette question sera devenue presque impossible.

Mais si aujourd'hui l'idée de planter des noyaux et des pépins vous fait pétiller les yeux, alors tous les espoirs nous sont permis, car le paysan ou la paysanne qui est en vous se réveille enfin.

<sup>4</sup> Voir sur <http://euskalherria.indymedia.org>

<sup>5</sup> Voir La Traverse numéro 2